Le pouvoir aux

07 janvier 2018

N° 239

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

Éditorial :

LES TRAVAILLEURS NE PEUVENT COMPTER QUE SUR LEURS LUTTES COLLECTIVES POUR DÉFENDRE LEURS INTÉRÊTS ! Page 3-4

MIBEM, ZONE INDUSTRIELLE DE KOUMASSI : LA DIRECTION MENACE MAIS RECULE Page 5

EN CÔTE D'IVOIRE, LES RICHES VIVENT, LES PAUVRES MEURENT ! Page 8-9

SÉNÉGAL-MALI : 70ème ANNIVERSAIRE DE LA GRÈVE DES CHEMINOTS DAKAR-NIGER Page 14-16

SOMMAIRE	PAGES
ÉDITORIAL :	
- LES TRAVAILLEURS NE PEUVENT COMPTER QUE SUR LEURS LUTTES COLLECTIVES POUR DÉFENDRE LEURS INTÉRÊTS !.....	3 - 4
LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS :	
- MIBEM, ZONE INDUSTRIELLE DE KOUMASSI : LA DIRECTION MENACE MAIS RECULE……	5
- INCICONSTRUCTION : DES TRAVAILLEURS LICENCIÉS POUR AVOIR RÉCLAMÉ LEUR SALAIRE……	5 - 6
- LA LUTTE DES TRAVAILLEURS D'OK PLAST : CE N'EST QUE LE DÉBUT….	6
- DES TRAVAILLEURS MANIFESTENT CONTRE UN PLAN DE LICENCIEMENT	6
- LES AUTORITÉS DONNENT L'EXEMPLE AUX PATRONS……	7
LEUR SOCIÉTÉ :	
- LA SANTÉ DES POPULATIONS PAUVRES DOIT PASSER AVANT LES INTÉRÊTS CAPITALISTES !.....	8
- EN CÔTE D'IVOIRE, LES RICHES VIVENT, LES PAUVRES MEURENT !.....	8 - 9
- UNE « *PRIME* » DE NOUVEL AN SUR LE DOS DES PAUVRES !.....	10
- LA BARBARIE !.....	10
- ATTENTION À NE PAS LAISSER ENTRER L'ETHNISME DANS NOS RANGS	11
- MANIFESTATION DES FEMMES CONTRE LA PÉNURIE D'EAU……	11
- SANTÉ PUBLIQUE : RIEN NE VA !.....	12
- « *JOURNÉE MONDIALE DES TOILETTES* » : PLUS QUE DES CÉRÉMONIES, DES ACTIONS CONCRÈTES !.....	12 - 13
- ENCORE DES COUPS DE FEU À BOUAKÉ……	13
INTERNATIONAL :	
- ÉLECTION AU LIBERIA : RIEN NE CHANGERA POUR LES PAUVRES……	14
- SÉNÉGAL-MALI 70ème ANNIVERSAIRE DE LA GRÈVE DES CHEMINOTS DAKAR-NIGER…...	14 - 16

E d i t o r i a l

LES TRAVAILLEURS NE PEUVENT COMPTER QUE SUR LEURS LUTTES COLLECTIVES POUR DÉFENDRE LEURS INTÉRÊTS !

Ouattara s'est exprimé à l'occasion de la nouvelle année pour présenter son bilan ainsi que les actions qu'il compte mener pour la nouvelle année.

Comme tous les riches, il n'aime pas les travailleurs qui revendiquent, et encore moins quand ils font la grève. C'est ainsi qu'il s'est plaint de la fameuse grève des fonctionnaires qui lui est restée à travers de la gorge. D'autant plus que la puissance des grévistes a fait plier son gouvernement. Alors, Ouattara a beau jeu de se « *féliciter* » du « *dialogue* » qu'il y a eu, selon lui, entre le gouvernement et les grévistes. Dans la réalité, c'était un mouvement de grève général, un rapport de force qui est allé en se durcissant malgré les menaces qu'avait lancé son gouvernement contre les grévistes !

Il prétend mener « *la lutte contre la vie chère* », notamment, a-t-il dit, sur les « *prix des denrées alimentaires, du logement et du transport* ». Mais faut-il s'étonner que les travailleurs et les pauvres n'en n'aient pas senti les effets ? Ce ne sont que des mensonges car, pour le gouvernement, les intérêts des travailleurs et des populations passent après ceux des capitalistes !

L'exploitation s'aggrave, les cadences exigées deviennent insoutenables, le coût de la vie augmente, les salaires restent bloqués. La précarité et la misère touchent chaque jour un peu plus de familles. De nombreux enfants sont déscolarisés, quelques fois, eux-mêmes sont exploités dans les plantations et le « *secteur informel* ».

Pourtant, dans les usines comme dans les plantations, les richesses produites ne cessent d'augmenter, mais la part accaparée par les capitalistes augmente au détriment des salaires des travailleurs qui produisent pourtant ces richesses.

Face à cette dégradation qui n'en finit pas, la seule réponse qui vaille, venant des travailleurs, serait une riposte pour exiger tous ensemble que le gouvernement et les capitalistes augmentent les salaires au niveau du coût réel de la vie. Les travailleurs n'obtiendront rien sans créer un rapport de force à la mesure des revendications qui doivent être avancées.

Mais au lieu d'affirmer une telle politique, le secrétaire général de la centrale syndicale Humanisme, Soro Mamadou, propose une politique exactement à l'inverse en invitant « *l'ensemble des centrales syndicales à respecter … la trêve sociale* » en 2018. Il a aussi lancé « *un appel aux travailleurs, que chacune et chacun se mettent résolument au travail, à l'effet d'accroître la productivité* ». Autant dire, une insulte à l'égard des travailleurs dont il est censé représenter les intérêts ! Les dirigeants des deux autres Centrales syndicales, Dignité et Ugtci, sont sur la même longueur d'onde, à la remorque des hautes autorités, et de ce fait ils servent à leur manière les intérêts capitalistes.

Face à cette situation, les travailleurs n'ont pas d'autres choix que de trouver eux-mêmes les voies et moyens pour défendre leurs intérêts collectifs sous peine d'aggraver toujours plus leur situation déjà difficile.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

MIBEM, ZONE INDUSTRIELLE DE KOUMASSI : LA DIRECTION MENACE MAIS RECULE

Mibem est une usine de mise en sachet de vin en carton et autres liqueurs comme « *le Calao* ». Face à l'exploitation qui va en s'aggravant, les travailleurs ont commencé à s'organiser pour se défendre.

C'est depuis plusieurs années que ces travailleurs vivent sous la pression et la menace de renvoi. Ils travaillent 12 heures par jour et n'ont ni congés payés, ni gratification. Ils ont un salaire horaire et l'indemnité de transport. Après 12 ans, voire 14 ans d'ancienneté pour certains, la grande majorité de ces travailleurs ont de fait un statut de contrat à durée indéterminée que la direction ne veut pas reconnaître.

Pour amadouer les travailleurs, le patron leur a fait la promesse d'une augmentation de salaire. Les journaliers auront 25 F CFA de plus par heure à partir de l'année 2018. Quant aux embauchés, il promet 30% sur leurs primes. Enfin, il a aussi ajouté qu'il va embaucher une dizaine de personnes sur les 200 anciens travailleurs.

Mais les travailleurs sont déterminés à ne pas se laisser duper.

INCICONSTRUCTION : DES TRAVAILLEURS LICENCIÉS POUR AVOIR RECLAMÉ LEUR SALAIRE.

Pour pouvoir fêter avec leurs familles, les travailleurs de la société « *Inciconstruction* » sur le chantier de Cocody Blockauss, ont envoyé une délégation auprès de leur direction pour percevoir leur salaire au plus tard le 31 décembre 2017. Chose que la direction a à plusieurs reprises refusé.

C'est ainsi que les travailleurs ont marqué un arrêt de travail pour montrer leur mécontentement. Coincée, la direction s'est exécutée le même jour en procédant à la paie des salaires. Mais quand un travailleur percevait son salaire, le responsable du chantier l'informait qu'il était renvoyé. Les travailleurs prenant cela pour une blague de fin d'année, se sont rendus sur le chantier le 02 janvier 2018. À leur grande surprise, le patron avait mis à exécution sa menace. La direction a fait venir un tâcheron. Et c'est ce dernier qui devrait procéder au nouveau recrutement parmi les mêmes travailleurs. Il a voulu prendre 30 personnes sur la centaine d'ouvriers avec un salaire en baisse de 1000F, passant ainsi de 8000 à 7000F Cfa pour 10 heures de travail.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Les travailleurs ont refusé. Ils ont entamé une grève en bloquant tout l'accès au chantier. Ils ont exigé que la direction leur paie les droits de rupture de contrat. Certains ont même plus de 6 ans d'ancienneté. Pour le moment, l'affaire est devant l'Inspection de travail. Ce qui est certain c'est que du côté des travailleurs, la mobilisation ne faiblit pas.

LA LUTTE DES TRAVAILLEURS D'OK PLAST : CE N'EST QUE LE DÉBUT

Les travailleurs d'OK Plast ont fait grève récemment. Ok Plast est une entreprise de près de 400 employés. Rien ne va pour les travailleurs : les salaires sont bas, les conditions de travail mauvaises, il y a des journaliers qui travaillent depuis plusieurs années sans être embauchés. C'est tout cela qui a déclenché la grève. Mais le patron plutôt que de régler les revendications légitimes des travailleurs a fait venir les militaires, les gendarmes et la police. Mais malgré ce déploiement impressionnant de forces de répression, les travailleurs ont tenu 3 jours puis ont repris le travail. Mais ce n'est qu'un début.

La grande majorité des travailleurs dans la zone industrielle de Yopougon vivent dans les mêmes conditions. Tôt ou tard, ils trouveront les voies et moyens d'unir leurs luttes au-delà de leurs entreprises respectives pour augmenter leurs forces afin de contraindre les patrons de respecter leurs droits.

DES TRAVAILLEURS MANIFESTENT CONTRE UN PLAN DE LICENCIEMENT

Le 5 Décembre dernier, les travailleurs du quotidien gouvernemental Fraternité Matin ont fait grève contre le plan social que prévoit de faire la direction du journal.

Pendant leur mouvement, ils ont bruyamment manifesté dans la cour de ladite entreprise et ont bloqué le portail interdisant l'accès et la sortie aux membres de la direction.

La direction a pour l'instant suspendu le plan de licenciement. La suite dépendra de la mobilisation des travailleurs.

L'Etat se comporte comme n'importe quel patron. A la moindre soi-disant difficulté financière, il n'hésite pas à faire porter le chapeau aux travailleurs. Le personnel de Fraternité Matin refuse de subir cette injustice.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

LES AUTORITES DONNENT L'EXEMPLE AUX PATRONS

76 travailleurs de *« l'agence emploi jeunes* » ont été renvoyés.

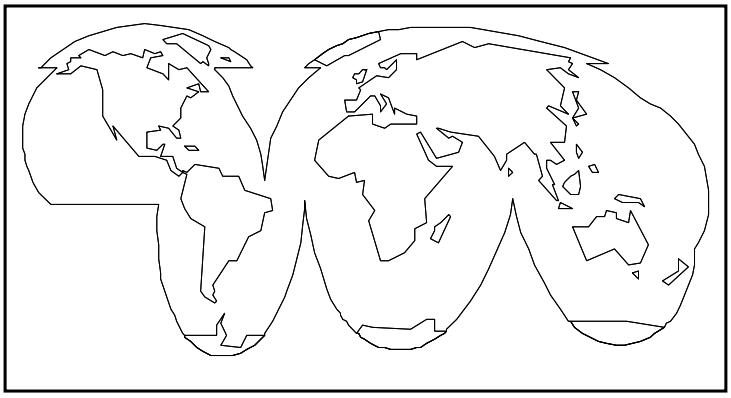
Le directeur de ladite agence a justifié ce renvoi pour cause de grève. Selon lui, les travailleurs ont commis une « *faute lourde suite à un mouvement de grève illégale* ».

Il accuse les employés d'avoir « *foulé aux pieds la trêve sociale signée mi-août entre les centrales syndicales et le gouvernement* ».

Pourtant, les employés ont réclamé seulement le paiement de leurs primes impayées.

L'Etat donne ainsi l'exemple aux patrons de la zone industrielle qui renvoient chaque fois qu'un travailleur ose se plaindre de sa mauvaise condition de travail et de son salaire de misère.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

LA SANTÉ DES POPULATIONS PAUVRES DOIT PASSER AVANT LES INTÉRÊTS CAPITALISTES !

Le pouvoir actuel est installé depuis 7 ans mais c'est seulement maintenant qu'il a pu trouver un petit 13 milliards de CFA pour équiper une première installation de radiothérapie contre le cancer au CHU de Cocody.

Faute d'une telle installation, des milliers de malades meurent chaque année dans ce pays pour un cancer du sein, de l'utérus, de la prostate ou du colon, alors qu'ils auraient pu être sauvés grâce à ce genre d'équipement. Évidemment, les riches ne sont pas concernés car ils ont les moyens de se soigner ailleurs. Voilà pourquoi cet investissement ne faisait pas partie des priorités du gouvernement.

Même le Mali, un pays bien plus pauvre possède une telle installation et le Ghana en dispose même de trois.

La ministre de la Santé a dit que son « *rêve* » a été enfin « *réalisé* ». Qu'importe donc si durant tout ce temps, des milliers de pauvres en sont morts et qu'il faudrait en réalité de nombreuses autres installations de ce genre pour équiper d'autres hôpitaux publics et éviter ainsi que des milliers de gens continuent encore à être condamnés à mort !

EN CÔTE D'IVOIRE, LES RICHES VIVENT, LES PAUVRES MEURENT !

L'Unicef a donné les résultats d'une enquête réalisée en 2016 sur tout le territoire ivoirien, concernant les enfants de moins de 5 ans. On apprend que près de 10% des enfants n'atteignent pas l'âge de 5 ans. Aussi, plus de 20% de ceux qui atteignent cet âge ont un retard grave de croissance à cause d'une « *malnutrition chronique* ». Autrement dit, au total, dès cet âge, quelques 3 enfants de pauvres sur 10 meurent ou sont condamnés !

Devant cette situation révoltante, le Conseil des ministres a tout juste « *instruit les Ministres techniques concernés à l'effet de prendre en compte les recommandations formulées dans les programmes en cours en matière de politique sociale* ». En un mot, des blablas !

L E U R S O C I E T E

Qu'est-ce donc cette « *politique sociale* » ? Des augmentations des bas salaires pour permettre aux travailleurs de mieux nourrir et de mieux soigner leurs enfants ? Une politique de santé accessible aux populations pauvres ? La mise en prison des capitalistes qui ne respectent pas le peu qui reste encore dans le code du travail en matière sociale ?

Non, il n'y a rien de tout cela ! S'il n'en tient qu'à ceux qui se succèdent au pouvoir, les riches peuvent dormir tranquille, comme cela a toujours été le cas. Par contre, gare à eux tous ! La colère et la révolte des pauvres finiront bien un jour par les emporter !

CIE : COMME TOUS LES CAPITALISTES, ELLE TRUQUE LES CHIFFRES !

La CIE (Compagnie Ivoirienne d'Électricité) a publié les chiffres concernant son activité pour le premier semestre 2017. Comme toute entreprise capitaliste, ces gens-là falsifient leurs chiffres pour ne pas déclarer leurs bénéfices réels et éviter ainsi de payer les impôts.

Bouygues, le principal exploitant de la CIE, n'est pas le dernier venu en affaire, pour recevoir des leçons en la matière. Ainsi sur 289 milliards de chiffre d'affaires, il déclare à peine un peu plus de 2,3 milliards de bénéfice avant impôt. Ainsi, il s'en tire avec seulement 1 milliard d'impôt, soit 0,3% de son chiffre d'affaire. Ces chiffres trafiqués prêtent à rire quand on sait que les bénéfices escomptés généralement par un capitaliste qui opère en Afrique se situent généralement à plus de 20% du chiffre d'affaires

D'ailleurs, le trucage n'est pas seulement dans les bénéfices déclarés. Il en va de même sur le « *temps moyen de coupure* ». Ainsi, la CIE a déclaré 12h18mn de temps de coupure pour les 6 premiers mois de 2017. Sans aller voir, ni à Abobo, ni à Yopougon, et encore moins à l'intérieur du pays, où c'est encore pire, rien que pour le mois de décembre, certains quartiers de Cocody ont subi une coupure de 53 h !

Que ces messieurs de la CIE aillent donc raconter leurs salades ailleurs !

L E U R S O C I E T E

UNE « *PRIME* » DE NOUVEL AN SUR LE DOS DES PAUVRES !

A l'approche des fêtes de fin d'année, les flics ont été lâchés pour racketter les chauffeurs. Tels des voleurs, ils sont généralement cachés, à l'affut de la moindre occasion. Les principales victimes sont les chauffeurs des transports en commun, woro-woro, taxi et autre gbaka. Mais au final, c'est le voyageur qui casque puisqu'en cette fin d'année, les chauffeurs augmentent eux aussi leurs tarifs pour faire face à ce genre de frais supplémentaires.

C'est à croire qu'à travers ce racket, le gouvernement a ainsi accordé en quelque sorte une prime de fin d'année aux policiers, aux frais des populations pauvres. En tout cas, pour qu'un tel racket puisse s'opérer ainsi à ciel ouvert, on est en droit de supposer que la complicité touche jusqu'à une certaine hiérarchie.

LA BARBARIE !

Deux quartiers de Kanakoro, une sous-préfecture de Tengrela, se sont affrontés à cause de l'emplacement d'un lycée qui doit y être construit. Bilan, cinq morts et plusieurs blessés. Le quartier qui a mené l'attaque est habité par ceux qui se disent les « *fondateurs* » de la sous-préfecture et initiateur de ce projet. Ce lycée devrait être, selon eux, sur leur « *territoire* », alors que c'est l'autre quartier qui a été choisi.

On peut comprendre qu'avoir un lycée dans son quartier est un avantage certain pour les élèves et aussi pour les parents. La ville est pauvre et les activités lucratives quasi-inexistantes. Or, un lycée peut créer un environnement propice pour le petit commerce et la restauration dont en bénéficieraient les habitants du quartier, sans compter l'aménagement des rues et des moyens de transport..

Mais de là à provoquer une lutte à mort, ce n'est pas normal. On sent la main de quelques politiciens bourgeois, petits et grands, en mal de positionnement qui ont probablement suscité la haine comme ils savent le faire dans nos contrées.

L E U R S O C I E T E

ATTENTION À NE PAS LAISSER ENTRER L'ETHNISME DANS NOS RANGS

Le 29 novembre dernier, la presse a fait cas de violents affrontements entre élèves abbey et malinké du Collège Moderne d'Agboville. On dénombre deux morts et plusieurs blessés.

À l'origine de ces violences, un élève abbey dudit collège a été agressé et poignardé sur le chemin de l'école par des individus en kaki supposés être des Malinkés.

Qu'un problème d'agression qui aurait pu se régler autrement se transforme en conflit ethnique généralisé, cela est révélateur de la situation dans ce pays. Comment s'en étonner quand on sait que pendant des années, les hommes politiques bourgeois, en lutte pour accéder à la mangeoire, n'ont fait qu'exacerber la haine inter-ethnique et la xénophobie ? Ce qui fait que des populations qui vivaient autrefois en bonne entente se regardent en chien de faïence. Il suffit alors d'une petite étincelle pour qu'on aboutisse à des situations dramatiques comme ce fut le cas à Agboville.

La classe ouvrière doit combattre dans ses rangs l'ethnisme et la xénophobie qui la divise et l'affaiblit face aux patrons qui les exploitent.

MANIFESTATION DES FEMMES CONTRE LA PÉNURIE D'EAU

Le 12 décembre 2017, les femmes de Yopougon Wassakara ont manifesté contre la pénurie d'eau dans leur quartier. Ces femmes ont battu le pavé tapant des bidons et des boîtes, pour faire le maximum de bruit et brandissant des pancartes pour interpeler les autorités sur le manque d'eau. Au lieu de résoudre le problème, elles ont envoyé des forces de l'ordre pour disperser les femmes avec violence.

L'ampleur de cette manifestation a obligé les autorités à recevoir les représentantes de ces femmes. Le gouvernement leur a promis qu'il résoudrait le problème, sans même donner de date. En attendant, promesse leur a été faite qu'elles seront ravitaillées en eau par des camions citernes, comme si cela résoudrait cette pénurie. Le problème d'eau potable dans les quartiers populaires d'Abidjan est général. Certains sous quartiers d'Abobo comme Sagbé, Biabou, Akéikoi, pour ne citer que ceux-là, vivent la même situation et depuis longtemps.

Le gouvernement crie sur tous les toits qu'il fait de la couverture en eau potable sa priorité et pourtant le résultat est là.

L E U R S O C I E T E

SANTÉ PUBLIQUE : RIEN NE VA !

Dans la journée du 2 Janvier, le personnel soignant du CHU de Yopougon a observé un débrayage pour protester contre le tabassage d'un médecin par un pompier. Ce médecin, par manque de place, n'a pas pu recevoir les sapeurs-pompiers venus déposer un cas d'urgence. Ce qui n'a pas manqué de créer une vive altercation. Des coups sont partis.

Ce fait divers n'est pas un cas rare, il est simplement révélateur de la dégradation de la situation dans les centres de santé où il manque de tout : le matériel de soin, les médicaments, les lits, le personnel soignant, les structures d'accueil. Tout est largement en deçà des besoins.

Lorsqu'on voit les gens du gouvernement se vanter des prétendus efforts dans le domaine de la santé, il y a de quoi être révolté.

« *JOURNÉE MONDIALE DES TOILETTES* » : PLUS QUE DES CÉRÉMONIES, DES ACTIONS CONCRÈTES !

Le fait même qu'il y ait une « *journée mondiale des toilettes* » montre à quel point nous vivons dans une société où quelque chose ne va pas. De plus, ce ministre n'est même pas gêné d'attendre ce jour-là pour annoncer la construction de 1500 malheureuses latrines là où il en faudrait des centaines de milliers ! Il prétend ainsi lutter contre « *le péril-fécal* » ! Comme ce ministre n'a rien à faire, il s'est rendu à l'école primaire de Songon-Kassemblé, dans le district d'Abidjan pour poser la première pierre d'une latrine !

Il n'est manifestement pas du tout gêné d'apprendre qu'une école ait pu être construite sans des toilettes !

D'ailleurs, dans les écoles publiques où il y a des latrines, celles-ci sont très mal entretenues. L'odeur pestilentielle décourage plus d'un et c'est encore les arrières de classe qui servent de lieux de soulagement. Cette situation est facteur de maladies.

Les écoles elles-mêmes sont souvent dans un pire état, avec des toits fuyants, des placards béants, des plafonds qui sont remplacés par de vieux calendriers et un matériel manquant.

L E U R S O C I E T E

L'État s'est totalement désengagé de l'entretien des écoles. Il a mis sur pied les COGES, des comités de gestion de parents d'élèves. Ces derniers fixaient des cotisations souvent exorbitantes pour faire face aux charges de fonctionnement des écoles. Ceux-ci ont montré leurs limites et d'ailleurs une fronde des élèves contre ces cotisations a bloqué l'école en début de rentrée.

C'est bien beau d'organiser des journées mais les populations attendent des actions plus concrètes pour véritablement « *assainir* » leur cadre de vie !

ENCORE DES COUPS DE FEU À BOUAKÉ

De nouveaux coups de feu ont été entendus à Bouaké dans la nuit du jeudi au vendredi 05 janvier. C'était le même jour où Ouattara avait blablaté sur ses efforts pour avoir maintenant une « *armée républicaine* ».

Lors de cette cérémonie à la présidence, le général Sékou Touré avait demandé « *pardon* » pour les mutineries de 2017 et Hamed Bakayoko avaient promis qu'aucun coup de feu ne serait tiré des casernes en cette année 2018. Et vlan ! Ces paroles ne se sont pas encore évanouies que des camps militaires de Bouaké y font écho par des coups de feu, faisant officiellement un mort et un blessé grave.

Déjà, au mois de mai dernier, une cérémonie de « *pardon* » organisée par la présidence avait déclenché une mutinerie des soldats. Si les raisons de ces énièmes tirs qui ont duré deux heures restent encore brumeuses, elles montrent une fois de plus que les militaires n'ont que faire des engagements de leur haute hiérarchie qui vit dans un autre monde qu'eux.

ÉLECTION AU LIBERIA : RIEN NE CHANGERA POUR LES PAUVRES

Le Liberia, pays frontalier de la Côte d'Ivoire, vient de boucler ses élections présidentielles avec la victoire de George Weah, une ancienne gloire du football.

Il est fait un large écho à cette victoire dans la presse. Elle est présentée comme une nouvelle chance pour le Liberia.

Le Liberia, déjà parmi les pays les plus pauvres du continent africain, a été dans un état permanent de guerre civile de 1989 jusqu'en 2003. Cela a aggravé la paupérisation de la population.

En 2005, quand Ellen Sirleaf avait battu Charles Taylor, protagoniste de la guerre civile, les chantres de la « *démocratie* » de tous bords s'étaient mis à proclamer des lendemains qui chantent pour les libériens. Mais après dix ans de Sirleaf, les quartiers pauvres de Monrovia et les campagnes libériennes n'ont pas cessé de s'enfoncer dans la misère.

Gorges Weah, le nouveau président du Liberia, est lui-même né dans l'un des bidonvilles de la capitale et y a grandi. C'est d'ailleurs en s'appuyant sur les masses défavorisées du pays, qui voient en lui l'un des leurs, qu'il a gagné ces élections. Cela explique aussi l'effervescence que cette élection crée au sein des masses pauvres de Monrovia.

C'est aussi ça le but des élections, susciter de faux espoirs dans les masses en leur donnant l'illusion de choisir ou de changer leurs élus à chaque élection. L'enthousiasme tombe toujours très vite, parce que les nouveaux élus sont toujours les continuateurs des anciens. Weah, malgré ses beaux discours et ses origines modestes, ne fera pas mieux que celle qui l'a précédée. Ils sont tous les deux au service de la grande bourgeoisie mondiale qui ne se préoccupe des pauvres que comme masse à exploiter !

SÉNÉGAL-MALI
70ème ANNIVERSAIRE DE LA GRÈVE DES CHEMINOTS DAKAR-NIGER

Pendant la colonisation, il y a soixante-dix ans, les cheminots de la ligne de chemin de fer Dakar-Niger se sont mis en grève pendant plus de cinq mois (du 11 octobre 1947 au 19 mars 1948) avec l'aide de la CGT. C'était la première fois qu'ils se mettaient en lutte d'une manière déterminée. Cela a touché l'ensemble du réseau ferré de l'Afrique de l'Ouest.

Parmi les nombreuses revendications il y en avait deux parmi les plus importantes : d'une part le problème du salaire et d'autre part du « *cadre unique* », c'est-à-dire l'égalité des droits entre cheminots français et africains. Sous le régime colonial, les cheminots africains étaient traités comme du bétail.

Le mouvement a touché toutes les lignes de chemin de fer de l'Afrique de l'Ouest. Il y avait la ligne Dakar-Niger qui servait surtout dans le transport de l'arachide du Sénégal vers le port de Dakar, mais aussi pour la circulation des travailleurs saisonniers venant du Mali. Et c'est sur cette ligne que les cheminots étaient les plus déterminés. Il y avait aussi la ligne Conakry-Niger qui assurait le transport de bananes. Quant à la ligne Abidjan-Niger, elle servait à acheminer le café et le cacao vers les ports d'Abidjan et Grand Bassam. La quatrième ligne allait du Bénin au Niger. Tous ces produits étaient bloqués par la grève des cheminots.

La situation politique, en 1947, était mauvaise pour la France colonialiste. Déjà une grande grève, menée par le syndicat CGT proche du PCF, avait secoué la métropole. Dans les colonies françaises, la situation était plus tendue. La guerre avait commencé au Vietnam avec Ho Chi Minh en tête. À Madagascar c'était carrément une révolte insurrectionnelle qui s'était déclenchée. Le pouvoir colonial s'était empressé de l'écraser dans un bain de sang. Il y eut environ 100.000 morts. Dans les colonies françaises d'Afrique de l'Ouest, la situation aussi était tendue. Déjà en 1937 les cheminots de Dakar-Niger s'étaient mis en grève, mais la régie n'avait pas cédé et l'armée avait tué six ouvriers sénégalais. En janvier 1947 une grève générale qui dura dix jours mobilisa tous les corps de métier. Les salaires qui n'étaient pas indexés sur l'inflation, alimentaient le mécontentement au sein de la population.

Au Sénégal, en octobre 1947, la puissance coloniale fut prise à la gorge. Elle usa de tous les moyens pour casser le mouvement de grève des cheminots. Pour faire reprendre le travail on emprisonna le dirigeant syndical Ibrahima Sarr, les locaux syndicaux furent perquisitionnés et les grévistes licenciés. La direction du chemin de fer créa un syndicat maison pour faire concurrence au syndicat gréviste et négocier la reprise. Comme tout cela ne décourageait pas les cheminots en lutte, la régie fit appel aux chefs traditionnels locaux, aux notables et même à l'armée. La direction utilisa même des « *jaunes* » venus de France pour faire marcher la ligne ainsi que toutes sortes de pressions sur les ouvriers et les dirigeants des grévistes.

Ces derniers ne cédèrent pas. Après plus de cinq mois de grève la direction finit par céder sur une partie des revendications. Finalement la régie accorda une augmentation de salaire de 20%. Elle accepta « *le cadre unique* » mais en réalité très peu en bénéficièrent. C'était réservé uniquement aux Français.

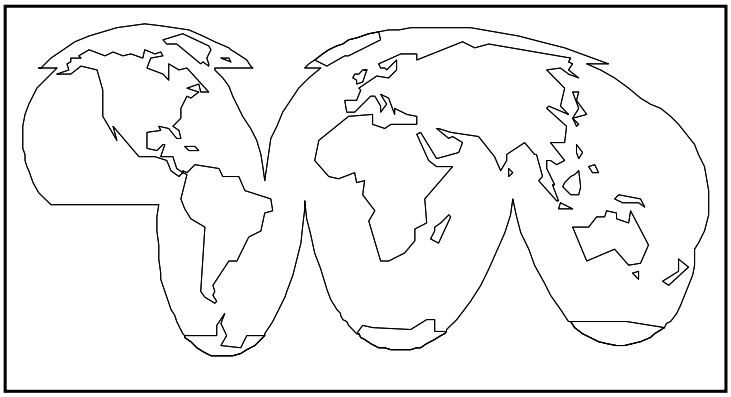
Cette victoire des cheminots fut une grande leçon de combat pour les prolétaires d'Afrique de l'Ouest. Même minoritaires, les travailleurs s'organisèrent pour ne pas céder aux provocations. Ils surent capter la solidarité de la population, surtout les femmes. Elles aidèrent les grévistes et

leurs familles pour qu'ils puissent avoir de quoi se nourrir.

C'était le début de la pénétration des idées de lutte des travailleurs. Cela aida des syndicats comme la CGT à avoir plus de poids pour les mobilisations futures. Cela permit aussi à des hommes politiques comme Senghor, Lamine Guèye ou Houphouët Boigny de se présenter comme des dirigeants crédibles au sein de la population.

Cette grève est une leçon politique toujours d'actualité pour les combats futurs de la classe ouvrière en Afrique. Les salaires de misère, la vie chère, les conditions de travail qui ne cessent de se dégrader, le chômage et la dictature qui règne un peu partout, finiront par engendrer des explosions de colère. Les travailleurs ont intérêt à s'organiser en tant que classe exploitée et auront besoin de savoir distinguer leurs faux amis qui n'hésiteront pas de les tromper pour se hisser au pouvoir en profitant de leurs futures luttes.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.